

*Musk, Zuckerberg ou comment
les techno-millionnaires
définissent les limites du débat
public à l'ère Trump.*



Le pouvoir croissant des propriétaires des emporiums de la tech a ravivé les débats sur leurs liens avec la politique et leur impact sur la construction de l'opinion publique.

Le récent changement dans les politiques réglementaires des plateformes virtuelles de Meta* et l'inclusion d'Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, dans la future administration américaine de Donald Trump, ont soulevé des inquiétudes quant aux limites de la liberté d'expression, de l'engagement envers la vérité et de l'exercice du pouvoir au sein des sociétés capitalistes qui, du moins en théorie, prétendent embrasser les valeurs démocratiques.

Ces préoccupations ne sont pas l'apanage des gouvernements ou des individus de gauche. Pour ne citer que deux exemples qui ont tiré la sonnette d'alarme, Musk a encouragé ces dernières semaines le renversement du gouvernement britannique et la candidature d'Alice Weidel, porte-drapeau du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne, connu pour son discours anti-immigrés ainsi que pour la déformation de faits historiques. Tout cela s'est produit par l'intermédiaire de X.

Les actions du techno-millionnaire ont été qualifiées d'ingérence par Londres et Berlin, ainsi que par plusieurs dirigeants européens, mais elles ne sont pas nouvelles. En 2020, Musk a admis son implication dans le coup d'État qui a chassé du pouvoir le président bolivien de l'époque, Evo Morales, et en 2024, il s'est lancé dans une tirade publique avec le Vénézuélien Nicolás Maduro, qu'il a accusé de fraude électorale. Dans les deux cas, ses commentaires n'ont pas été qualifiés d'« ingérence » par l'Occident.

Il est également connu pour être proche de dirigeants de droite comme le président argentin Javier Milei, le président salvadorien Nayib Bukele et l'ancien président du Brésil Jair Bolsonaro, ainsi que pour sa mise en cause de la justice brésilienne, qui l'a contraint à s'expliquer, à désactiver des comptes d'activistes de la désinformation liés au bolsonarisme et à payer une forte amende, insignifiante au regard de son important patrimoine.



Le cas de Mark Zuckerberg, cofondateur de Meta*, n'est pas moins frappant. Après avoir été la vedette du scandale « Cambridge Analytica », suspendu les comptes de Trump sur les réseaux de son conglomérat et adopté, semble-t-il, des politiques de régulation contre la désinformation et les discours de haine, plus conformes aux orientations du Parti démocrate, il a choisi d'abandonner ces stratégies pour, dit-il, « restaurer la liberté d'expression ».

Cette bannière a également été brandie par Musk lorsqu'il a décidé d'acheter Twitter - plus tard rebaptisé X - un réseau qu'il a accusé à plusieurs reprises de favoriser les discours de gauche ou « woke » et

d'interdire ce qu'il considérait comme des opinions tout aussi valables sur des questions théoriquement irréfutables telles que l'existence d'une pandémie ou l'efficacité des vaccins pour prévenir les formes graves de la covid-19 et d'autres maladies.

L'histoire ci-dessus montre deux rayons d'une même source lumineuse : d'une part, le lien entre les technomillionnaires et les hautes sphères du pouvoir politique et leur capacité à influencer la perception du public sur ces questions ; d'autre part, leur possibilité réelle de réguler à volonté ce qui est dit sur les plateformes virtuelles et le poids accordé à certains récits.

Il n'y a plus de faits, seulement des interprétations

L'adoption de mécanismes prétendument régulateurs, tels que les « notes de la communauté » qui existent sur X, s'est avérée insuffisante pour endiguer la désinformation, la diffusion de mensonges ou la propagation de discours discriminatoires ou carrément haineux, en partie parce que tous les utilisateurs ne peuvent pas les ajouter, mais aussi parce que même les réponses qui sont incluses sont tout aussi inexactes, réfutables ou carrément fausses.

La vérification des faits a été tout aussi déficiente, mais pour des raisons différentes. Bien qu'elle ait été considérée comme une mission nécessaire pour lutter contre la propagation de canulars ou de contenus trompeurs provenant du journalisme, la vérité est que les comptes et les portails les plus pertinents sont souvent liés à des médias et à des agences de presse qui répondent à des lignes éditoriales spécifiques.



Ainsi, si la majeure partie des informations soumises à une vérification rigoureuse s'avère exacte, beaucoup d'autres contenus sont écartés parce qu'ils contreviennent à la ligne politique ou éditoriale et aux intérêts de ceux qui financent ces initiatives.

Le problème ne réside donc pas exclusivement dans l'adoption de lignes directrices claires sur les limites de la liberté d'expression, mais répond plutôt à une relation constatée il y a près de cinq décennies par le philosophe français Michel Foucault : tout régime de connaissance est, à son tour, un régime de pouvoir. Ou, pour le dire plus simplement, les vérités ne sont pas seulement une construction historique, mais

aussi le résultat de relations de pouvoir.

« Le départ des médiateurs qui participaient à cet espace et le modéraient ne fait qu'accroître la possibilité pour les propriétaires d'instrumentaliser leurs propres plateformes. Plus qu'un changement radical, c'est la consécration de ce monde, organisé depuis les États-Unis, un monde où la démocratie ne posait pas de limites aux avancées des entreprises, qui s'arrogeaient le pouvoir de configurer une grande partie des normes du débat public », prévient Iván Schuliaquer dans un article pour Anfibia, commentant le changement dans les politiques de régulation de Meta.



À l'heure où la presse a perdu du terrain face aux médias sociaux, ce sont Zuckerberg, Musk et d'autres propriétaires d'emporium technologiques qui, par le biais d'algorithmes, ont le pouvoir de définir ce qu'il est permis de dire et ce qui retient le plus l'attention des utilisateurs d'Internet.

Selon Schuliaquer, cela explique pourquoi le « discours journalistique rigoureux, vérifiant les preuves, les sources et les documents » est relégué à la notion d'« approximation des faits », tandis que les vérités de

la science sont rétrogradées au rang de « simple option parmi d'autres ».

Plus qu'un changement radical, c'est la consécration de ce monde, organisé depuis les Etats-Unis.

Les effets de cette relation savoir-pouvoir ne se limitent pas au domaine des dissertations éthiques sur les pratiques journalistiques. Ils s'étendent, avec des intensités variables, à plus de 60 % de la population mondiale, comme le montre le « Digital 2024 : Overview Report ». Selon sa compilation, entre 63,1 % et 67,4 % des habitants de la planète sont connectés à l'internet, tandis que 60,4 % des utilisateurs âgés de 16 à 64 ans accèdent au web pour « rechercher des informations ».

Après avoir été la vedette du scandale « Cambridge Analytica », suspendu les comptes de Trump sur les réseaux de son conglomérat et adopté, semble-t-il, des politiques de régulation contre la désinformation et les discours de haine, plus conformes aux orientations du Parti démocrate, il a choisi d'abandonner ces stratégies pour, dit-il, « restaurer la liberté d'expression ».

Cette bannière a également été brandie par Musk lorsqu'il a décidé d'acheter Twitter - plus tard rebaptisé X - un réseau qu'il a accusé à plusieurs reprises de favoriser les discours de gauche ou « woke » et d'interdire ce qu'il considérait comme des opinions tout aussi valables sur des questions théoriquement irréfutables telles que l'existence d'une pandémie ou l'efficacité des vaccins pour prévenir les formes graves de la covid-19 et d'autres maladies.

L'histoire ci-dessus montre deux rayons d'une même source lumineuse : d'une part, le lien entre les technomillionnaires et les hautes sphères du pouvoir politique et leur capacité à influencer la perception du public sur ces questions ; d'autre part, leur possibilité réelle de réguler à volonté ce qui est dit sur les plateformes virtuelles et le poids accordé à certains récits. Il n'y a plus de faits, seulement des interprétations

L'adoption de mécanismes prétendument régulateurs, tels que les « notes de la communauté » qui existent sur X, s'est avérée insuffisante pour endiguer la désinformation, la diffusion de mensonges ou la propagation de discours discriminatoires ou carrément haineux, en partie parce que tous les utilisateurs ne peuvent pas les ajouter, mais aussi parce que même les réponses qui sont incluses sont tout aussi inexactes, réfutables ou carrément fausses.

La vérification des faits a été tout aussi déficiente, mais pour des raisons différentes.

Bien qu'elle ait été considérée comme une mission nécessaire pour lutter contre la propagation de canulars ou de contenus trompeurs provenant du journalisme, la vérité est que les comptes et les portails les plus pertinents sont souvent liés à des médias et à des agences de presse qui répondent à des lignes éditoriales spécifiques. Image d'illustration.

Ainsi, si la majeure partie des informations soumises à une vérification rigoureuse s'avère exacte, beaucoup d'autres contenus sont écartés parce qu'ils contreviennent à la ligne politique ou éditoriale et aux intérêts de ceux qui financent ces initiatives.

Le problème ne réside donc pas exclusivement dans l'adoption de lignes directrices claires sur les limites de la liberté d'expression, mais répond plutôt à une relation constatée il y a près de cinq décennies par le philosophe français Michel Foucault : tout régime de connaissance est, à son tour, un régime de pouvoir. Ou, pour le dire plus simplement, les vérités ne sont pas seulement une construction historique, mais aussi le résultat de relations de pouvoir.

« Le départ des médiateurs qui participaient à cet espace et le modéraient ne fait qu'accroître la possibilité pour les propriétaires d'instrumentaliser leurs propres plateformes. Plus qu'un changement radical, c'est la consécration de ce monde, organisé depuis les États-Unis, un monde où la démocratie ne posait pas de limites aux avancées des entreprises, qui s'arrogeaient le pouvoir de configurer une grande partie des normes du débat public », prévient Iván Schuliaquer dans un article pour Anfibia, commentant le changement dans les politiques de régulation de Meta.

À l'heure où la presse a perdu du terrain face aux médias sociaux, ce sont Zuckerberg, Musk et d'autres propriétaires d'emporiem technologiques qui, par le biais d'algorithmes, ont le pouvoir de définir ce qu'il est permis de dire et ce qui retient le plus l'attention des utilisateurs d'Internet.

Selon Schuliaquer, cela explique pourquoi le « discours journalistique rigoureux, vérifiant les preuves, les sources et les documents » est relégué à la notion d'« approximation des faits », tandis que les vérités de la science sont rétrogradées au rang de « simple option parmi d'autres ».

Plus qu'un changement radical, c'est la consécration de ce monde, organisé depuis les États-Unis.

Les effets de cette relation savoir-pouvoir ne se limitent pas au domaine des dissertations éthiques sur les pratiques journalistiques. Ils s'étendent, avec des intensités variables, à plus de 60 % de la population mondiale, comme le montre le « Digital 2024 : Overview Report ». Selon sa compilation, entre 63,1 % et 67,4 % des habitants de la planète sont connectés à l'internet, tandis que 60,4 % des utilisateurs âgés de 16 à 64 ans accèdent au web pour « rechercher des informations ».

Ainsi, il est prévisible que dans un écosystème où des idées que l'on croyait dépassées par la science depuis longtemps, comme le terraplanisme, gagnent du terrain, ceux qui cherchent des informations tomberont de plus en plus sur des « opinions » et des « interprétations » des faits qui, bien qu'invalides, n'auront plus de visibilité et ne seront plus correctement étiquetées comme telles, puisque c'est un algorithme invisible aux yeux des internautes et conçu pour convenir aux propriétaires des plateformes qui garantit leur positionnement.

Techno-féodalisme, darwinisme et démocratie

La proximité de personnages comme Musk et Zuckerberg avec Trump, Milei et d'autres leaders de droite s'explique par des raisons à la fois idéologiques et économiques. Les entrepreneurs voient dans la déréglementation un scénario favorable pour faire des affaires avec un maximum de profits et sans s'exposer à des sanctions autres que le paiement d'éventuelles amendes dans des pays dont ils supposent que les gouvernements sont hostiles, mais dont ils ne veulent pas abandonner le marché.



Certains pensent, comme l'économiste et ancien ministre grec Yanis Varoufakis, que les grandes entreprises technologiques ont transformé les règles du capitalisme et ont donné lieu à un changement du modèle d'accumulation du capital, puisqu'il n'est plus nécessaire de produire quoi que ce soit de tangible pour obtenir des profits stratosphériques. Dans le sillage de Karl Marx, il qualifie cette période historique de « techno-féodalisme ».

« La réponse est simple : les serfs du nuage produisent directement du capital avec leur travail gratuit. Cela ne s'est jamais produit auparavant. Les serfs du féodalisme produisaient des marchandises agricoles. [...]. Au lieu de cela, les utilisateurs modernes contribuent à la formation du capital simplement

en interagissant avec les plateformes, en offrant un travail gratuit pour augmenter le capital cloud du capitaliste. Cela ne s'est jamais produit sous le capitalisme », explique-t-il.

Les utilisateurs modernes contribuent à la formation du capital simplement en interagissant avec les plateformes.

Au-delà des débats que le terme « techno-féodalisme » peut susciter parmi les spécialistes, les changements de subjectivité induits par l'émergence des réseaux sociaux, avec la construction subséquente de bulles où « la dictature de l'égal » s'impose et « le différent » est expulsé, pour paraphraser le penseur sud-coréen Byung-Chul Han, ne semblent pas devoir être remis en cause.



C'est pourquoi, selon Schuliaquer, la construction d'îlots discursifs où règne l'identique - mais qui paradoxalement ne peut se faire que sous la notion de liberté d'expression sans limites apparentes - conduit à « un système darwinien, taillé sur mesure pour les "trolls", qui interviennent sans aucune prétention d'échange argumenté et sur la base du rabaissement, de la disqualification et de la déshumanisation. L'objectif est de casser le débat et d'annuler l'autre pour le laisser sans voix ni réponse ».

Par conséquent, cette alliance croissante entre le « capital-nuage » et les gouvernements devrait susciter des inquiétudes, car elle légitime de facto une pléthore de violations et d'abus, tout en réduisant au silence les échanges honnêtes, en diminuant symboliquement le rôle des arguments dans la construction de la connaissance et en stigmatisant les personnes, les groupes et les idées qui ne correspondent pas au récit que les « capitalistes-nuage » et leurs alliés politiques jugent approprié de promouvoir.

Il ressort clairement de ce qui précède que le conflit historique entre le pouvoir du capital et les réglementations de l'État semble être entré dans une nouvelle phase à laquelle la démocratie libérale semble réagir tardivement et insuffisamment, voire agir en tant que complice nécessaire dans un débat public qui est de plus en plus façonné par les propriétaires des grandes entreprises technologiques, et non plus seulement par les centres de pouvoir politique comme par le passé.

*Classée en Russie comme organisation extrémiste, dont les réseaux sociaux sont interdits sur son territoire.

(Traduit de Sputnik)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/374604-musk-zuckerberg-ou-comment-les-techno-milliardaires-definissent-les-limites-du-debat-public-a-lerc-trump>



Radio Habana Cuba